

## DROGUES

# DES NATIONS UNIES CONTRE LA RÉDUCTION DES RISQUES

Quelle politique adopter face aux drogues ? Avant de s'entendre sur une réponse mondiale, les membres de l'Onu préfèrent éviter trois mots tabous : réduction des risques. Malgré la mobilisation des ONG et de plusieurs Etats, la lutte contre le sida et les hépatites vient d'essuyer un revers à Vienne. Reportage.

**S**ortant de la ligne U1 du métro viennois, les délégués de la planète attendent sagement leur passage par le portique de sécurité du bâtiment des Nations Unies, le 11 mars dernier. Voilà qu'un homme s'enferme dans une cage et s'époumone : « Nous sommes ici pour dire que la guerre aux drogues lancée il y a dix ans a complètement échoué ! » A ses côtés, une militante soulève sa pancarte, « Réduction des risques pour la jeunesse ! » ; derrière, une potence rappelle que des usagers de drogues subissent encore la peine de mort... Pourquoi tant d'agitation dans la paisible capitale autrichienne ? La Commission des stupéfiants des Nations Unies se réunit pour deux journées de débats « de haut niveau ». Et les ONG présentes comptent bien faire valoir leurs points de vue. Une question, notamment, les préoccupe en cette matinée d'ouverture : cet organe de l'Onu qui coordonne la lutte internationale contre les drogues va-t-il, enfin, accepter de parler officiellement de réduction des risques ?

## « Un monde sans drogues »

A vrai dire, les participants qui passent leurs mallettes à travers le détecteur de métaux de l'Onu ne ressemblent guère à des militants de l'injection propre. Ces représentants des Etats sont d'abord ici pour évaluer les progrès accomplis contre les drogues depuis 1998... Cette année-là, en effet, une session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies avait permis d'adop-

ter un plan sans appel contre les stupéfiants. Les signataires s'étaient donnés dix ans « pour éliminer ou réduire sensiblement la fabrication, la commercialisation et le trafic illicites de substances psychotropes », ou encore pour « obtenir des résultats significatifs et mesurables dans le domaine de la réduction de

ne cache pas sa fierté : « Si nous considérons les aspects physiques du problème (tonnes de production et nombre de toxicomanes), nous pouvons déclarer que l'humanité a fait des progrès considérables » – même si la prohibition a eu pour effet « inattendu » le développement d'un « marché criminel de dimension macro-économique ».

Dans les couloirs, le Néerlandais Frederik Polak, de la coalition Encod<sup>(1)</sup>, soupire : « La Commission se contente de s'apprécier elle-même. Il n'y a pas d'évaluation indépendante. Une telle évaluation, pourtant, a été réalisée, pour la Commission européenne... Mais celle-ci n'a été



Des militants en cage, de faux bidons d'urine à tester : arrivée agitée pour les délégués de la Commission des stupéfiants des Nations Unies, réunis à Vienne en mars dernier.

la demande ». Un slogan avait résumé le branle-bas : « Un monde sans drogues, c'est possible »...

En 2009, à l'heure de l'évaluation « scientifique, équilibrée et transparente » de la décennie, les ONG rassemblées à Vienne ne manquent pas de railler l'objectif, autant que le bilan. Dès l'ouverture pourtant, Antonio Maria Costa, directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC),

publiée qu'hier, et ne peut donc plus avoir d'impact ici. »

L'étude aurait effectivement pu introduire quelques fausses notes dans le ballet viennois des diplomates. Elle l'affirme, « aucun élément ne fait apparaître une diminution du problème mondial de la drogue sur la période allant de 1998 à 2007 »... Pour son coauteur, le professeur Peter Reuter, « la majorité des dommages observés proviennent des politi-

ques menées, plutôt que des drogues elles-mêmes.» Dans le Centre international de Vienne, les militants citent à l'envi cette attaque argumentée contre la prohibition, mais qu'importe. Antonio Maria Costa évacue d'emblée la critique: «Les drogues ne sont pas nocives parce qu'elles sont contrôlées – elles sont contrôlées parce qu'elles sont nocives. Le fait que certaines transactions illégales soient difficiles à contrôler ne signifie pas qu'elles doivent être légalisées. L'humanité devrait-elle accepter la pédophilie (...) ? » Les anti-prohibitionnistes apprécient la comparaison...

### Esprit de Vienne

Mais au-delà de ce bilan de la « guerre à la drogue », les Etats représentés à Vienne doivent adopter une déclaration politique et un plan d'action cruciaux. Leur objet n'est rien moins que de définir « les objectifs et les buts à fixer pour lutter contre le problème mondial de la drogue au-delà de 2009 ». Et sur ce point, les promoteurs de la réduction des risques n'ont pas abdicqué. A vrai dire, depuis des mois, les deux textes sont négociés, virgule après virgule; et les dernières nouvelles ne sont pas bonnes. Une poignée de pays, dont la Russie, le Japon ou l'Italie continuent de refuser, coûte que coûte, d'évoquer la réduction des risques dans la déclaration finale.

Pourquoi? Etienne Afaire, le président de la Mildt <sup>(2)</sup>, livre son explication: « Le terme réduction des risques est mis en cause par certains pays. Ils disent qu'on ne sait pas ce qu'il y a derrière. Ils rappellent que pour certains, ce terme va très loin, avec des pratiques de distribution de drogues sous contrôle plus ou moins médical... » Pas question, pour autant, de restreindre sa définition à l'échange de seringues ou à la substitution, qui seraient plus acceptables: « Car d'autres pays disent alors: si on commence à accepter cette logique, du coup on va exclure certaines pratiques. »

Or, à la Commission des stupéfiants,

prévaut ce que les diplomates appellent « l'esprit de Vienne »: au bord du Danube, on ne vote pas à la majorité, on s'entend par consensus. « Un seul pays peut donc bloquer une résolution, explique Gerry Stimson, directeur exécutif de l'Association internationale de



« Réduction des risques pour la jeunesse, maintenant ! » Devant le bâtiment de l'Onu, des protestataires venus de Hongrie, de France, d'Australie, d'Indonésie...

réduction des risques. Et c'est ce qui se passe ici depuis des années avec les résolutions sur la réduction des risques, les droits de l'homme, ou la prévention du VIH. Les Etats-Unis, la Russie ou le Japon se lèvent, et disent: désolé, nous ne sommes pas d'accord. »

### Sémantique

Résultat, les promoteurs de la lutte contre le sida et les hépatites devront se contenter d'une formule sibylline dans la déclaration politique finalement adoptée à Vienne. Les Etats membres « notent avec une grande préoccupation la montée alarmante de l'incidence du VIH/sida et d'autres maladies transmises par le sang parmi les usagers de drogues », et réaffirment leur « engagement à travailler vers le but d'un accès universel à des programmes de prévention complets et à des traitements, des soins, et des services de soutiens connexes ». Sarcasme de Gerry Stimson: « En France, les associations de réduction des risques vont devoir s'appeler "associations de services de soutiens connexes"... Préparez-vous au changement de nom ! » Cette appellation alambiquée ne pose guère de problème, par exemple, à

Etienne Afaire: « Nous nous sommes mis d'accord au plan européen pour dire que l'important, c'est l'esprit, pas les mots. » Les ONG, quant à elles, dépriment. « Quand j'entends dire que ce n'est qu'une question sémantique, alors pourquoi les Américains ont-ils passé ces dix dernières années à combattre la réduction des risques ? », rétorque ainsi Kasia Malinowska-Sempruch, directrice de programme à l'Open Society Institute. La grande crainte, pour les militants, est que cette formulation obscure soit fatale à bien des usagers de drogues. « Les pays en développement ne sont pas trop au courant de la réduction des risques, et personne ne les stimule à en faire, explique Frederik Polak. Cette nouvelle formule autorise la réduction des risques par un détour, mais elle ne permet pas de reconnaître son importance et de dire aux pays qu'ils devraient s'y atteler en priorité. » Et Kasia Malinowska-Sempruch d'avertir: « La production et le trafic de drogues touchent de plus en plus l'Afrique, et je crains que l'épidémie de VIH chez les injecteurs y suive bientôt, comme cela s'est déjà passé en Asie ! » Or, dans l'échafaudage onusien, la Commission des stupéfiants tient un rôle clé contre le sida: elle administre en matière de drogues l'ONUJDC, lui-même responsable de la prévention du VIH auprès des injecteurs au sein de l'Onusida...

### Points gagnants

En attendant, alors qu'au micro la centaine de représentants nationaux égrènent leurs déclarations, les militants comptent quelques points gagnants. Bonne nouvelle, les Etats-Unis annoncent une révision de leur stratégie nationale, qui incorporera désormais l'échange de seringues; Allan Clear, directeur exécutif de la Harm reduction coalition, savoure: « Les quatre dernières administrations se taisaient sur l'efficacité de l'échange de seringues contre le VIH. En trois mois, l'administration Obama a changé de position. » Soulagement encore, la présidence tchèque ►

(1) «Coalition européenne pour des politiques justes et efficaces».

(2) La Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie coordonne l'action du gouvernement français en matière de psychotropes.

(3) [www.dru-guserpeaceinitiative.org](http://www.dru-guserpeaceinitiative.org)

(4) Union hongroise pour les libertés civiles.

► de l'Union européenne rappelle que les mesures de «réduction des risques», aujourd'hui appliquées par «plus de 80 Etats membres», sont «d'une importance extrême». Apaisement, enfin, Antonio Maria Costa lui-même appelle à un développement de ces pratiques... Déception, en revanche: la France n'en dit mot.

### Désapprobation

Mais un coup de théâtre met finalement à terre le délicat «esprit de Vienne». A la clôture, après que la présidente des débats a fait adopter la déclaration politique sous les applaudissements, l'ambassadeur allemand demande la parole. Il dit parler au nom de 26 pays, principalement européens – pas de la France. «Les Etats mentionnés déclarent

que le terme "services de soutiens connexes" inclura, pour eux, des mesures que des Etats appellent "réduction des risques". Madame la présidente, je demande que cette déclaration soit jointe en annexe au compte-rendu de la réunion.» Applaudissements épars. Sourire des ONG. La Russie intervient aussitôt: «Ma délégation ne peut pas accepter la déclaration interprétative de l'Allemagne». Pour elle, les «services de soutien connexes» signifient uniquement "services de soutien connexes"! Les applaudissements sont plus nourris. Tour à tour, la Colombie, l'Argentine, Cuba, les Etats-Unis, puis le Sri Lanka et le Japon, se joignent à cette désapprobation. La sémantique prend soudain de l'importance pour les délégations.

Et après? La déclaration politique va pouvoir être présentée à l'assemblée générale de l'Onu. Elle se tait sur la réduction des risques, évoque à peine le VIH, et fixe 2019 comme échéance pour «éliminer ou réduire de manière significative et mesurable» l'offre et la demande de drogues sur terre... Pour les consommateurs de psychotropes illicites, les dix prochaines années s'annoncent mal.

Ceci étant, devant le siège des Nations Unies, la soirée se présente bien. Alors que les délégués quittent le cocktail de clôture, un DJ installé devant le bâtiment fait hurler un reggae pour la «legalisation», face à deux Autrichiens échangeant un pétard, hilares.

■ Olivier Bonnin

## AVIS DE MILITANTS

### Quels espoirs pour la réduction des risques ?

**GERRY STIMSON**, DIRECTEUR EXÉCUTIF, INTERNATIONAL HARM REDUCTION ASSOCIATION :



Photos OCB

«La Commission des stupéfiants était la dernière, dans le système de l'Onu, à ne pas reconnaître la réduction des risques. C'est un revers. Comme le dit Paul Hunt, rapporteur spécial de l'Onu sur le droit à la santé, cette commission est un "univers parallèle". Alors que le reste de la planète s'occupe des problèmes de manière pragmatique, elle demeure un monde d'illusions... Je pense qu'il faut désormais concentrer nos efforts sur les autres parties d u système de l'Onu: le Conseil des droits de l'homme, le PNUD, l'Onusida, l'OMS... On doit réduire nos efforts ici, car le futur est en dehors.»

**MAT SOUTHWELL**, INTERNATIONAL NETWORK OF PEOPLE WHO USE DRUGS :



«Nous tentons de construire un mouvement de masse mondial, avec notre "initiative de paix des usagers de drogues"<sup>(3)</sup>. Nous nous concentrons sur les droits de l'homme, qui permettent d'englober tous nos problèmes – santé, droits civils, etc. – et d'unir tous les usagers. La réduction des risques diffère selon qu'on prenne du crack ou du cannabis. Les droits de l'homme, eux, sont universels.»

**DÉNES BALÁZS**, DIRECTEUR EXÉCUTIF, TASZ<sup>(4)</sup> :



«Il faut continuer d'avertir le public que l'Onu ne résout pas le problème des drogues, mais l'amplifie. Je serais ravi de voir des organisations de l'Ouest de l'Europe s'impliquer dans ce plaidoyer à nos côtés. En Hongrie, nous avons mené avec un autre groupe une campagne d'obéissance civile: des activistes se rendent dans des commissariats pour se dénoncer comme usagers de drogues, sous l'œil des caméras, et avec l'assistance de nos avocats. Ce serait bien de le faire à travers toute l'Europe.»

**CRAIG MCCLURE**, DIRECTEUR EXÉCUTIF, INTERNATIONAL AIDS SOCIETY :

«Nous ne pouvons pas attendre la prochaine rencontre en 2019. Dix ans, c'est trop long, trop de personnes mourront ou seront infectées. Nous voulons des discussions entre les principales agences de l'Onu concernées par le VIH, pour voir comment réconcilier les politiques que nous soutenons avec celles de la Commission des stupéfiants. Quelques pays influents pourraient tenter d'y travailler. Par ailleurs, nous organisons la prochaine Conférence internationale sur le sida à... Vienne, en 2010. L'injection de drogues y sera un thème majeur.»

Propos recueillis par Olivier Bonnin